

Déclaration FSU CDEN 62 du 10 septembre 2012



Monsieur le Préfet Monsieur le directeur académique, Madame la Vice-Présidente, Mesdames et messieurs,

Pour la FSU, la rentrée 2012 dans les écoles, les collèges et l'ensemble des 3 voies du lycée a été aussi désastreuse pour les élèves et les personnels que la précédente. Ceci est peu étonnant puisqu'elle a été préparée par le gouvernement précédent et mise en œuvre dans notre académie avec un zèle notable .

Le gouvernement Ayrault a manqué l'occasion d'une rentrée améliorée de façon significative : les mots et les promesses ne suffisent pas. Elèves, parents et personnels attendent des actes. En effet, les créations supplémentaires dans le 1er degré sont très loin des besoins et des espoirs suscités.

Les enseignants du premier degré dans le Pas-de-Calais avaient pris l'annonce de la création de 1000 postes, comme une première mesure qui allait dans le bon sens après 5 années consécutives de suppressions. Malheureusement, ils ont été déçus quant à la répartition nationale qui prévoit uniquement 30 postes pour l'académie de Lille dont 12 au départ pour notre département. Faut-il rappeler ne serait-ce que les 163 postes supprimés lors de la carte scolaire 2012 ? Mais la réalité a été encore moins rose puisqu'il a fallu puiser dans les surnombres, et que les trente enseignants supplémentaires recrutés ont été affectés dans le Nord. La Direction Académique nous a indiqué que les « surnombres » auraient très probablement tous reçu une affectation au plus tard à la fin de l'année civile, ce qui tend à démontrer qu'en fait de surnombres, ce ne sont au contraire qu'une partie des postes dont notre département a besoin.

Les conditions de cette rentrée 2012 sont donc toujours marquées du sceau de la politique de casse de notre système éducatif, avec des RASED démantelés, des SEGPA attaquées fortement, des milliers d'enfants de moins de trois ans restés à la porte des écoles, des classes sans remplaçant, pas d'aide administrative pour la direction d'école et des conditions de travail dégradées par une logique purement managériale contraire aux valeurs du service public. A cela s'ajoute la suppression du service social de la MDPH et donc l'absence d'écoute spécifique pour les élèves handicapés et leur famille.

Même si le second degré n'est pas à l'ordre du jour de ce CDEN , et pour cause, il n'était pas à l'ordre du jour du dernier CTSD, alors que les dotations de nombreux collèges ont varié depuis juin, en lien avec des effectifs par classes sous-estimés, ou encore avec les modifications liées à la décharge de 3H pour les stagiaires, nous ne pouvons ne pas évoquer une situation désastreuse puisqu'aucun moyen supplémentaire - ce qui aurait été un signe fort - n'a été débloqué pour les collèges du 62. Les classes sont très chargées, la LV2 allemand a été supprimée dans une petite trentaine de collèges du département , il n'y a déjà plus de TZR dans certaines disciplines et 12 postes de COP sont toujours vacants dans l'académie et des dizaines d'élèves sont toujours sans affectation dans l'académie une semaine après la rentrée ... Le problème du manque de manuels scolaires dans nombre de collèges du département faute de crédits d'Etat suffisants est également alarmant. En outre, la situation des stagiaires est préoccupante : formation précaire, pressions excessives pour accepter les 3heures de décharge, notamment dans les établissements où ils sont les rares spécialistes de leur discipline,(comme en allemand à Beuvry, les ex-contractuels étant, eux, privés de la décharge de 3HP.

Enfin, l'ensemble du corps enseignant attendait des mesures phares et essentiels comme l'abandon du dispositif Eclair, du LPC et de la journée de carence ou du SMA...

Au lieu de cela, les personnels qui demandaient ces premiers changements ont d'ores et déjà la conviction qu'ils ne sont pas entendus. Et ce ne sont pas les conditions de la concertation sur la « Refondation de l'Ecole de la République » qui sont, à ce jour, faites pour les rassurer.

La FSU continue et continuera à défendre, dans ce contexte, une Ecole de qualité, plus juste pour tous de la maternelle à l'université.

La FSU continuera ses efforts pour se faire entendre et construira, si nécessaire, les mobilisations fortes qui pourraient s'imposer. Le changement doit être une réalité au service de tous, au service de la démocratisation et de l'Education Nationale.